

Rapport sur le positionnement de la Vallée de la Seine dans les dynamiques de réindustrialisation

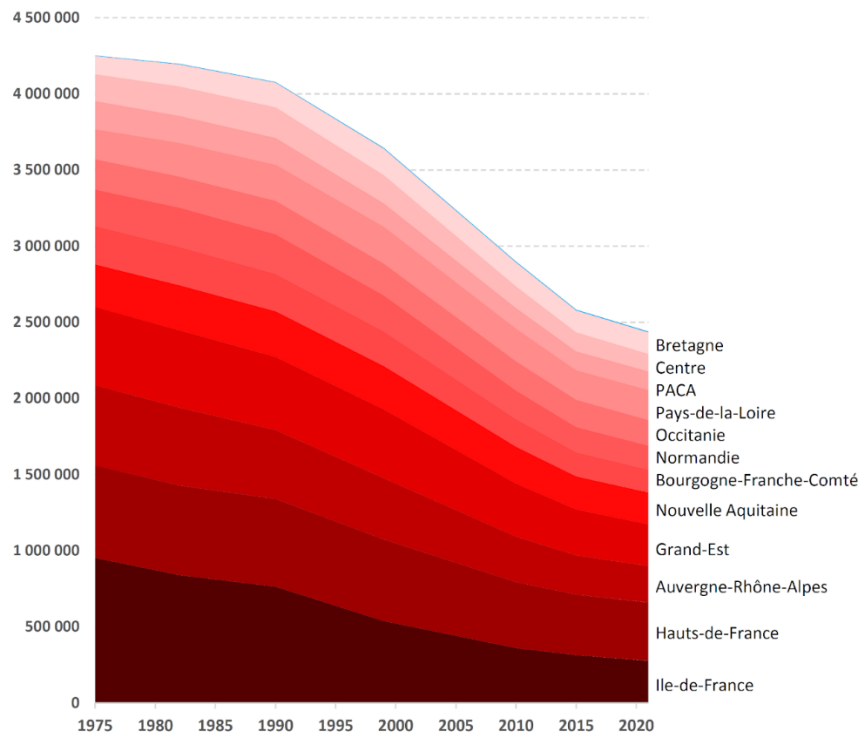
Premiers éléments

Ce rapport constitue un point d'étape et n'est pas définitif. Il reste des données à mobiliser pour compléter l'analyse, et certaines données restent à consolider (cf rapport méthodologique). La première partie (désindustrialisation et dynamiques industrielles à partir des données INSEE et URSSAF) est issue du travail d'Arnaud Brennetot (membre du projet), tandis que la deuxième partie est issue du traitement de la base de données à partir des données presse constituées dans le cadre du projet.

1. La désindustrialisation dans la Vallée de la Seine (1975-2021) à partir des données INSEE

La désindustrialisation devient un phénomène national à partir du milieu des années 1970, lorsque les pertes commencent à dépasser les créations, et ceci de façon très contrastée au sein du territoire national.

**Évolution du nombre d'emplois industriels
dans la population occupée âgée de 25 à 54 ans entre 1975 et 2021**



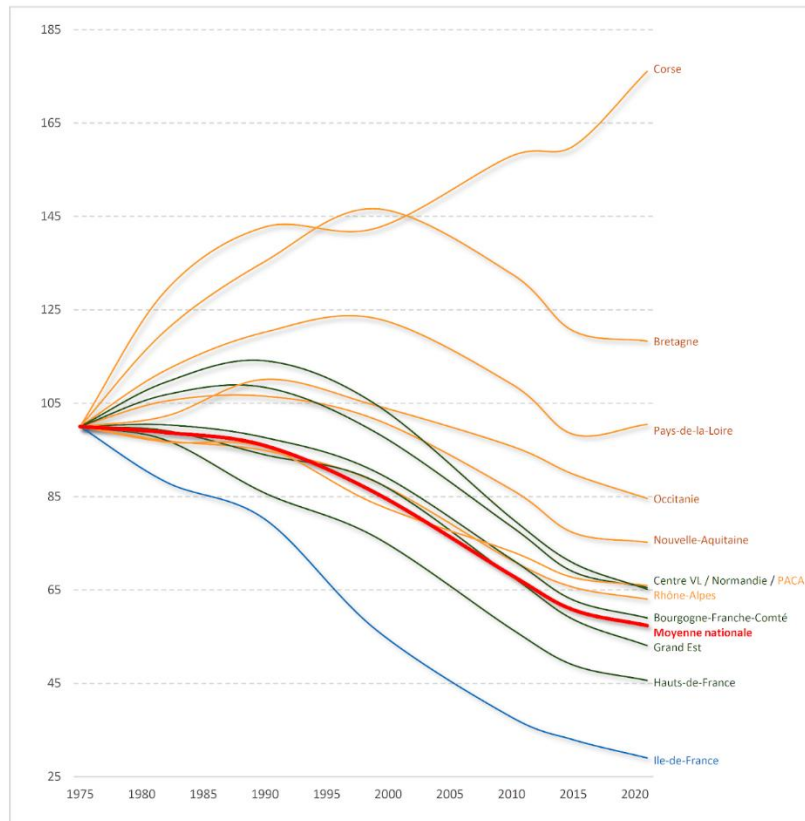
Source : INSEE. Réalisation : Brennetot, 2025

Ce premier graphique montre l'évolution du nombre d'emplois industriels dans la population occupée âgée de 25 à 54 ans* entre 1975 et 2021. A l'échelle nationale, la baisse a été généralisée et continue : l'emploi industriel a baissé de 42,6 %, sans véritable interruption jusqu'en 2017. Au sein de la Vallée de la Seine, l'Ile-de-France est la région ayant le plus perdu d'emplois industriels, pesant à elle seule 37 % des pertes d'emplois industriels dans le pays, tandis que la Normandie représente 4,6 % des pertes d'emplois industriels, derrière les Hauts-de-France (15,8 %), Auvergne-Rhône-Alpes (12,4 %), Grand Est (13,3 %) et la Bourgogne-Franche-Comté (5,7 %).

Si on étudie les mêmes données à partir d'une évolution en base 100 du nombre de ces emplois industriels entre 1975 et 2021 (toujours dans la population occupée âgée de 25 à 54 ans), l'Ile-de-France subit la baisse relative la plus importante (-71 %), ce qui contribue à baisser la moyenne nationale à -42,6%. En Normandie, l'emploi industriel a continué à croître jusqu'à la fin des années 1980 avant de se contracter de façon continue depuis, au même rythme que les autres régions du Nord et de l'Est de la France.

Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1
Positionnement de la Vallée de la Seine

Évolution du nombre d'emplois industriels
dans la population occupée âgée de 25 à 54 ans entre 1975 et 2020
(en base 100 = 1975)

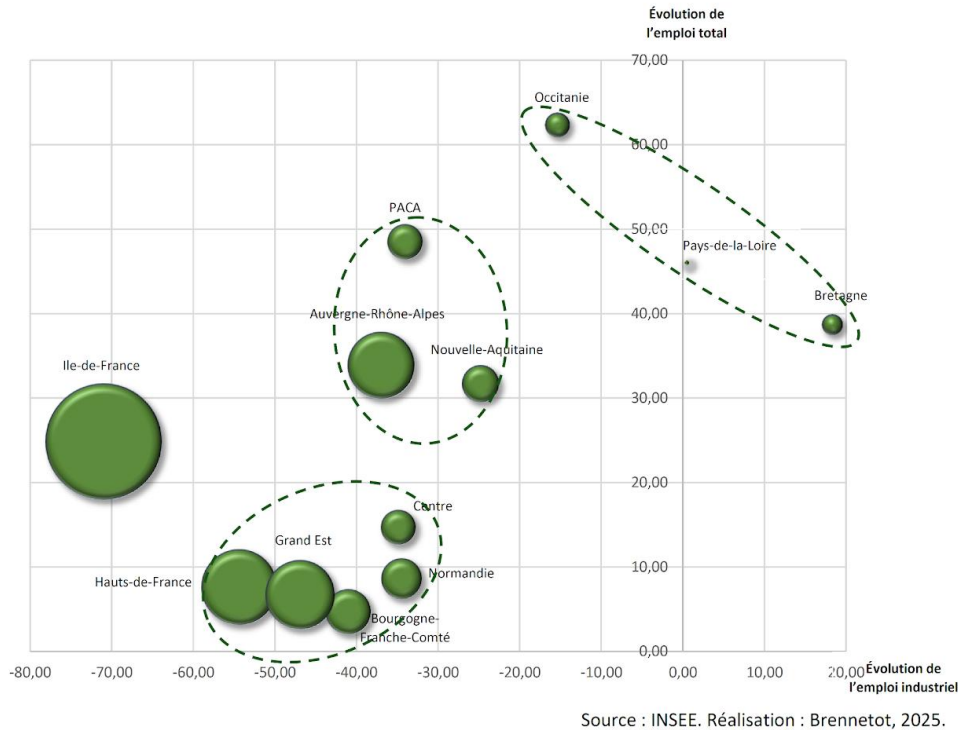


Source : INSEE. Réalisation : Brennetot, 2025.

Un troisième graphique représente l'évolution comparée des emplois industriels (abscisses) et du total des emplois (ordonnées), la taille des points étant proportionnelle aux nombres d'emplois industriels perdus entre 1975 et 2021. Ce croisement de variables permet d'identifier quatre types correspondant à de vastes ensembles :

- Les régions du Nord, de l'Est et de la périphérie du Bassin parisien, dont la Normandie, qui ont été fortement fragilisées par la désindustrialisation, sans pouvoir compenser cette dynamique par une croissance notable dans les autres secteurs ;
- L'Ile-de-France, région la plus touchée en France par la désindustrialisation, tout en étant en bénéficiant d'une dynamique de croissance liée au dynamisme des autres secteurs ;
- PACA, Auvergne-Rhône-Alpes et la Nouvelle-Aquitaine sont une variante du type francilien, combinant désindustrialisation notable et forte croissance de l'emploi total ;
- Un quatrième type associe les régions Occitanie, Pays-de-la-Loire et la Bretagne qui, tout en étant peu voire pas affectées par la désindustrialisation, ont connu une croissance plus forte encore que les régions précédentes.

Comparaison entre l'évolution de l'emploi total et celle de l'emploi industriel dans les régions de France métropolitaine entre 1975 et 2021



Remarque : la taille des points étant proportionnelle aux nombres d'emplois industriels perdus entre 1975 et 2021.

2. La désindustrialisation dans la Vallée de la Seine (2006-2024) à partir des données URSSAF

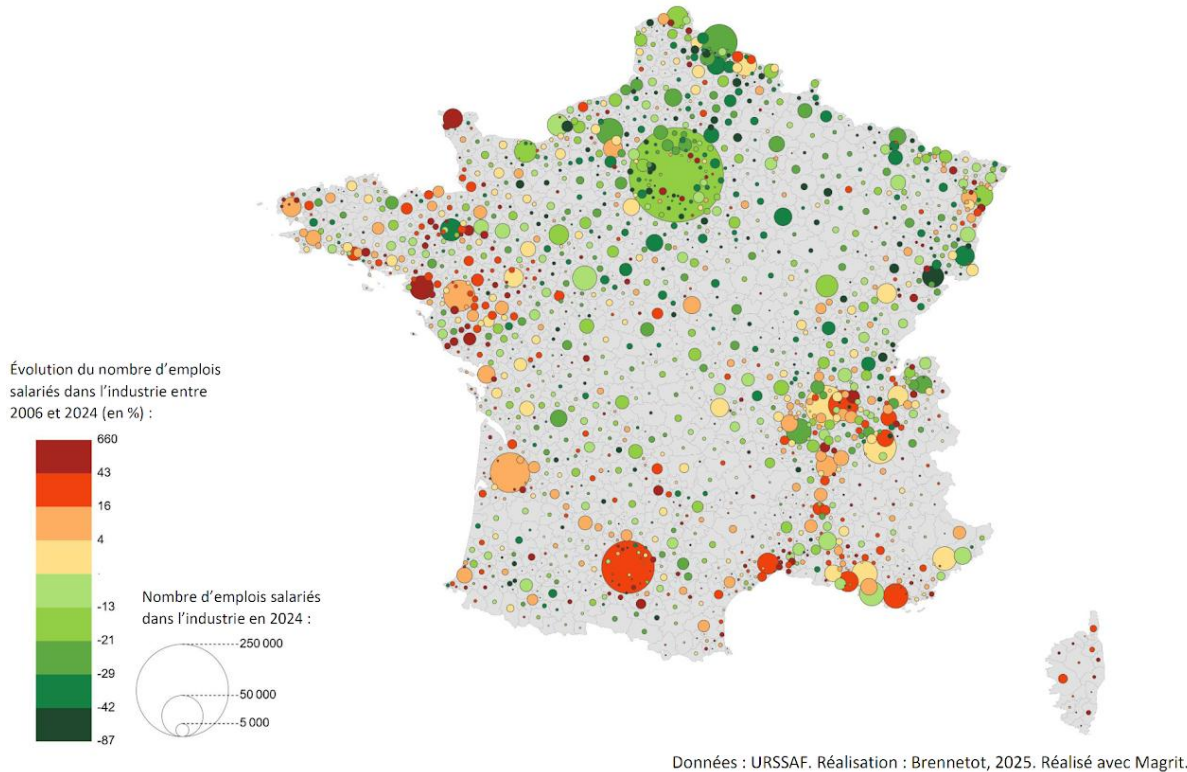
Entre 2006 et 2024, le nombre d'emplois salariés dans l'industrie est passé 2,974 à 2,694 millions, soit une baisse de 9,42 %.

Cette tendance nationale recouvre des trajectoires locales très contrastées : 61,4 % des bassins de vie ont vu le nombre d'emplois diminuer et 38,6 % croître. Au cours des deux dernières décennies, la géographie de la désindustrialisation a, dans l'ensemble, prolongé les dynamiques amorcées depuis les années 1970. Les territoires d'industrialisation ancienne ont continué à voir le nombre d'emplois dans ce secteur diminuer. Cela concerne en priorité le Nord, l'Aisne, les Vosges, le Territoire de Belfort, la vallée de la Moselle, **la Basse-Seine et, de façon plus diffuse, l'ensemble du Bassin parisien (y compris l'Ile-de-France)** et du Nord-Est. Dans ce vaste ensemble, seuls quelques bassins présentent un solde d'emplois industriels positif, souvent en lien avec un établissement ou un secteur dominants : Valenciennes, les périphéries de

Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1
Positionnement de la Vallée de la Seine

l'agglomération strasbourgeoise, Besançon, le Cotentin, Louviers-Val-de-Reuil, Chartres, Bourges/Issoudun, Paluel et Gravelines.

Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie à l'échelle des bassins de vie entre 2006 et 2024

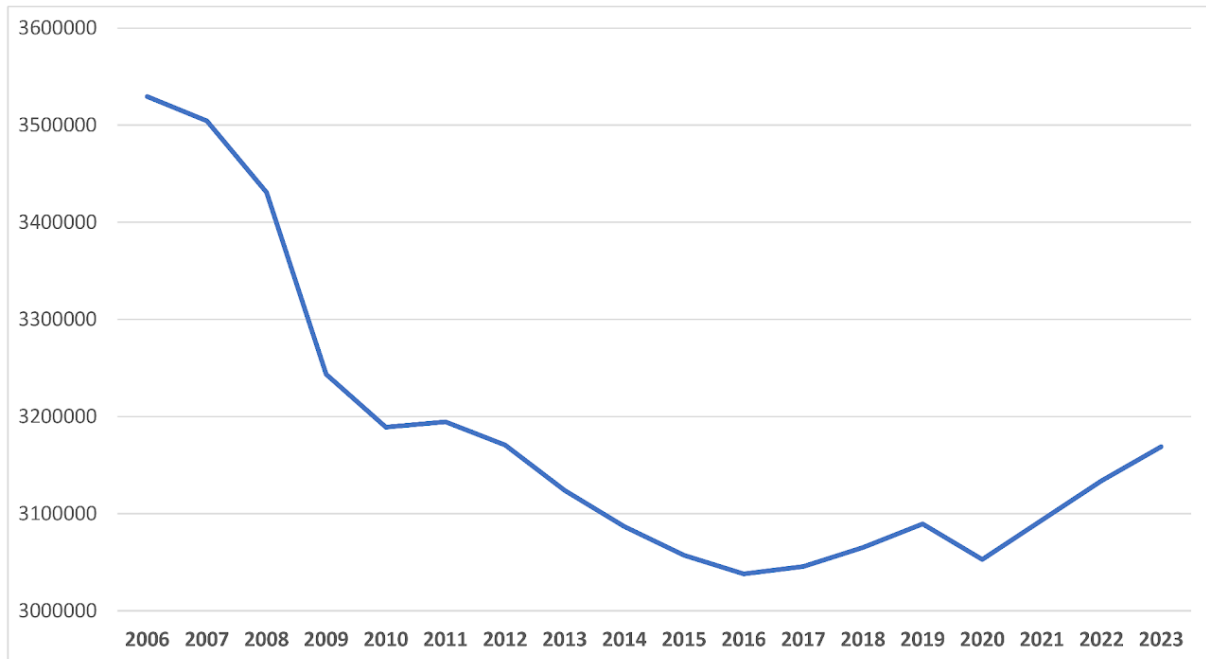


Comme le montre la carte ci-dessus à l'échelle des bassins de vie, il existe des contrastes importants, notamment dans la moitié Sud et Ouest du territoire, qui présente une situation beaucoup plus contrastée, juxtaposant bassins de vie en progrès et en déclin. Tous ces contrastes tiennent à un enchevêtrement de facteurs d'échelles variables :

- À l'échelle régionale, la vulnérabilité structurelle des régions de vieille industrie ou industrialisées durant la période fordiste (le Bassin parisien) ;
- L'existence d'établissements ou de secteurs capables de dynamiser l'activité locale (Bourges, Figeac, le Cotentin) ;
- Les synergies entre innovations technologiques et développement industriel dans certaines métropoles (Bordeaux, Nantes, Toulouse, Montpellier et l'axe Grenoble-Annecy), étant entendu que plusieurs métropoles sont à l'écart de ce processus (Lille, Lyon, Paris, Rennes, Strasbourg).

3. La Vallée de la Seine dans les dynamiques de réindustrialisation (2006-2024) à partir des données URSSAF

Évolution de l'emploi salarié privé dans l'industrie en France entre 2006 et 2023

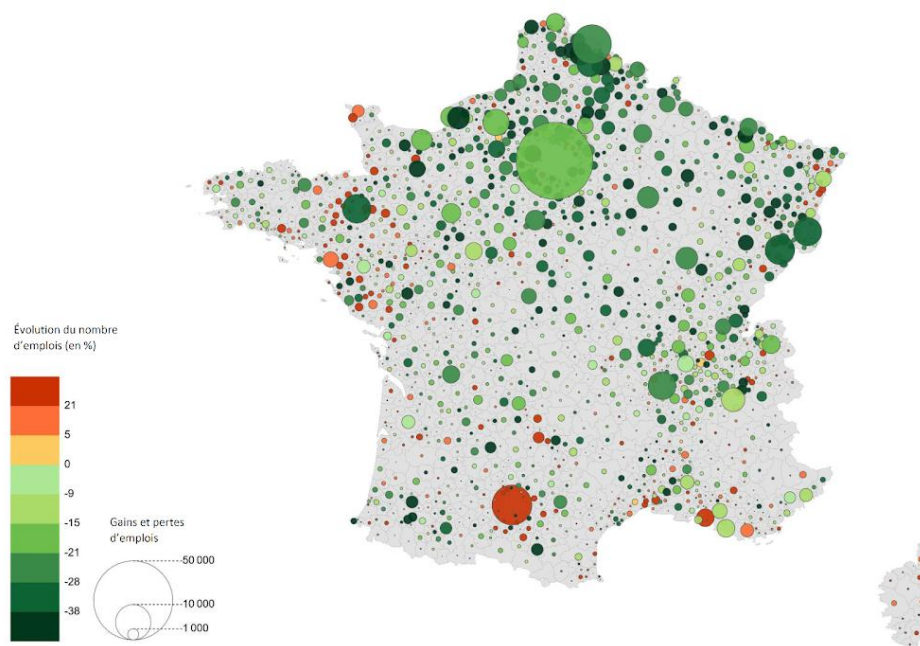


Données : URSSAF. Réalisation : Brennetot, 2024.

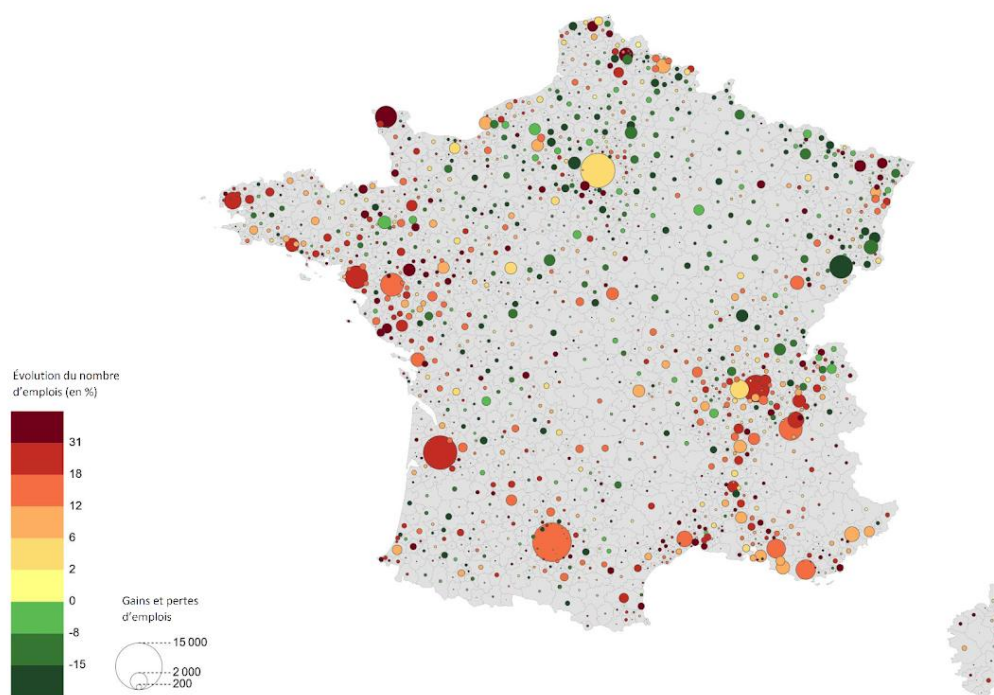
Entre 2006 et 2017, le nombre d'emplois salariés dans l'industrie a diminué d'un peu moins de 400 000 unités, soit une baisse de 13,4 % en un peu plus d'une décennie. Au contraire, entre 2017 et 2024, il en a regagné 116 000, ce qui correspond à une reprise de 4,5 %. Cela signifie que les emplois gagnés depuis 2017 couvrent environ 30 % de ceux perdus lors de la décennie précédente (sans compter les pertes antérieures à 2006). Or, ces deux mouvements sont loin d'être uniformes au sein du territoire de la France métropolitaine.

Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1 Positionnement de la Vallée de la Seine

Évolution des emplois salariés dans l'industrie entre 2006 et 2017



Évolution des emplois salariés dans l'industrie entre 2017 et 2024



Dans la Vallée de la Seine, les cartes ci-dessus montrent que le processus de désindustrialisation s'est poursuivi à marche forcée jusqu'en 2017, et que la période postérieure à 2017 ne se traduit pas par un véritable phénomène de réindustrialisation mais, tout au plus, par un ralentissement net de la désindustrialisation, avec quelques

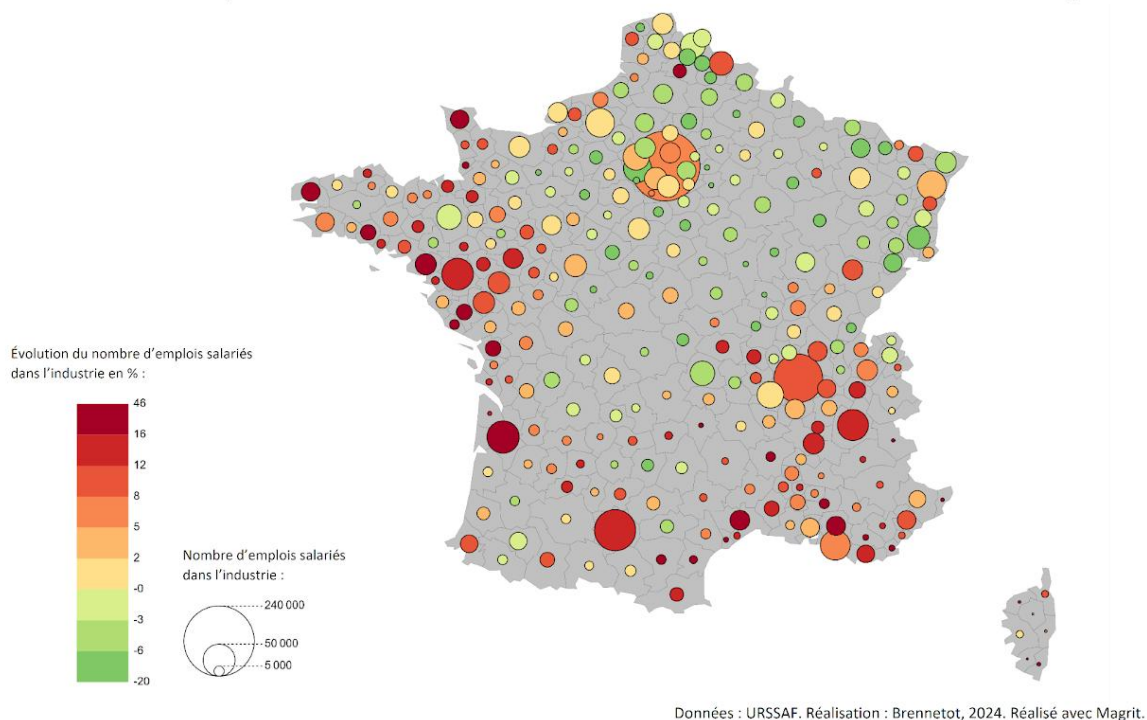
Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1
Positionnement de la Vallée de la Seine

exceptions qui affichent solde d'emplois industriels positifs : Louviers-Val-de-Reuil, Le Havre, les franges nord-est et sud de l'agglomération parisienne et les littoraux normands.

Dans l'ensemble, on retiendra que le mouvement de réindustrialisation amorcé depuis 2017 présente une ampleur moindre que la désindustrialisation qui l'a précédée. En outre, il ne concerne que la moitié sud et ouest ainsi que quelques pôles isolés ailleurs. Il n'efface donc aucunement les stigmates de quarante années de désindustrialisation et perpétue les grands clivages régionaux qui organisent le territoire de la France métropolitaine.

Si l'on observe ces données à l'échelle des zones d'emplois (voir carte ci-dessous), on voit que la Vallée de la Seine ne figure pas, pour la période 2017-2023, parmi les territoires gagnants de la réindustrialisation. Ces ZE « gagnantes » sont majoritairement situées le long de la façade Atlantique, dans le Sud-Ouest, le Midi méditerranéen, la vallée du Rhône et la région lyonnaise auxquelles il est possible d'associer des ZE plus isolées (Besançon, Sarreguemines, Forbach, Valenciennes, Arras, la vallée du Commerce).

Évolution des emplois salariés dans l'industrie entre 2017 et 2023 à l'échelle des zones d'emploi

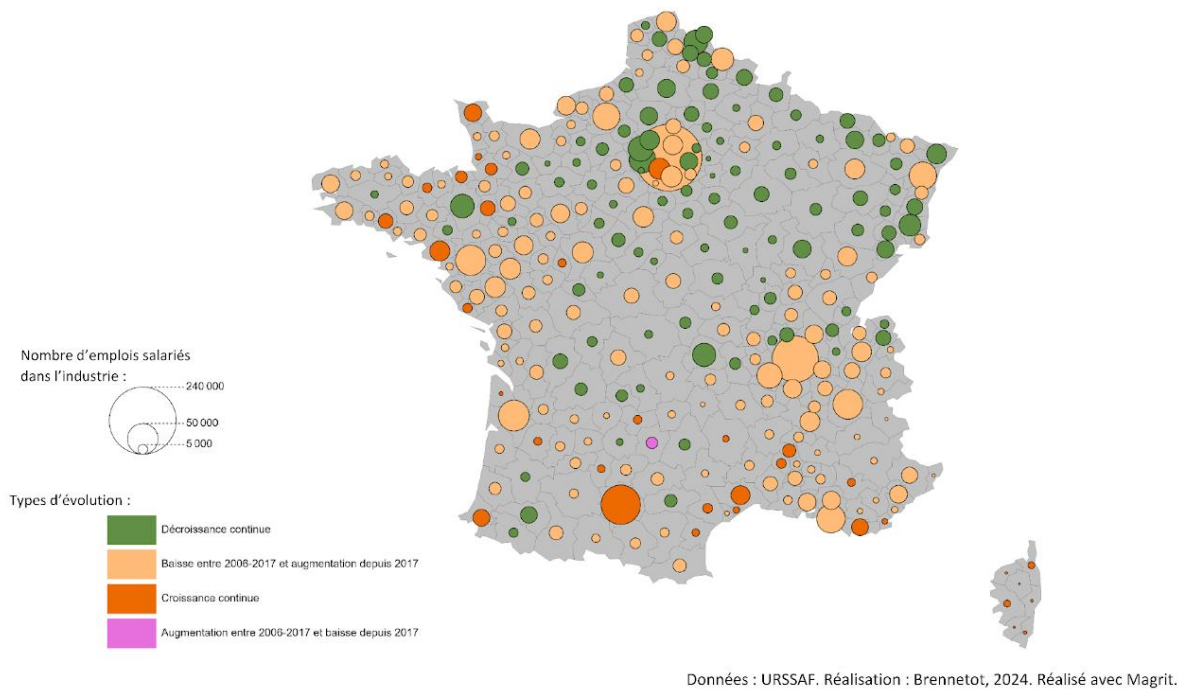


Plusieurs constats peuvent être dressés à partir de ces données. Tout d'abord, quels que soient leurs effets sur la relance générale, les efforts engagés en matière de réindustrialisation (pôles de compétitivité, territoires d'industrie, etc.) n'ont pas permis d'empêcher le creusement des inégalités régionales. Environ 30 % des ZE ont continué ainsi à subir le processus de désindustrialisation. De plus, La réindustrialisation a concerné en priorité les territoires généralement attractifs (y compris pour les emplois de

Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1
Positionnement de la Vallée de la Seine

services, les nouveaux résidents ou les touristes) alors que la désindustrialisation s'est poursuivie dans les vieilles régions industrielles comme la Basse-Vallée de la Seine affectées par un lent déclin économique et démographique depuis 50 ans et où ont peiné à se développer des activités de substitution.

Typologie des zones d'emplois en fonction de l'évolution des emplois salariés dans l'industrie avant et après 2017



Cette typologie comparant les dynamiques avant et après l'inflexion de 2016 permet de distinguer 3 types de territoires (voir la seconde carte) :

- Certains territoires très peu nombreux ayant amorcé leur réindustrialisation depuis au moins vingt ans (Toulouse, Montpellier, le Cotentin, Saint-Nazaire, Toulon, etc.)
- Des territoires confrontés à une désindustrialisation continue au Nord-Est, au centre du pays mais aussi dans l'Ouest francilien (2)
- Une troisième catégorie concerne de nombreux territoires dont **la vallée de la Seine**, dans lesquels, après une phase de déclin industriel, un regain est repérable depuis 2016.

Zoom sur l'industrie automobile

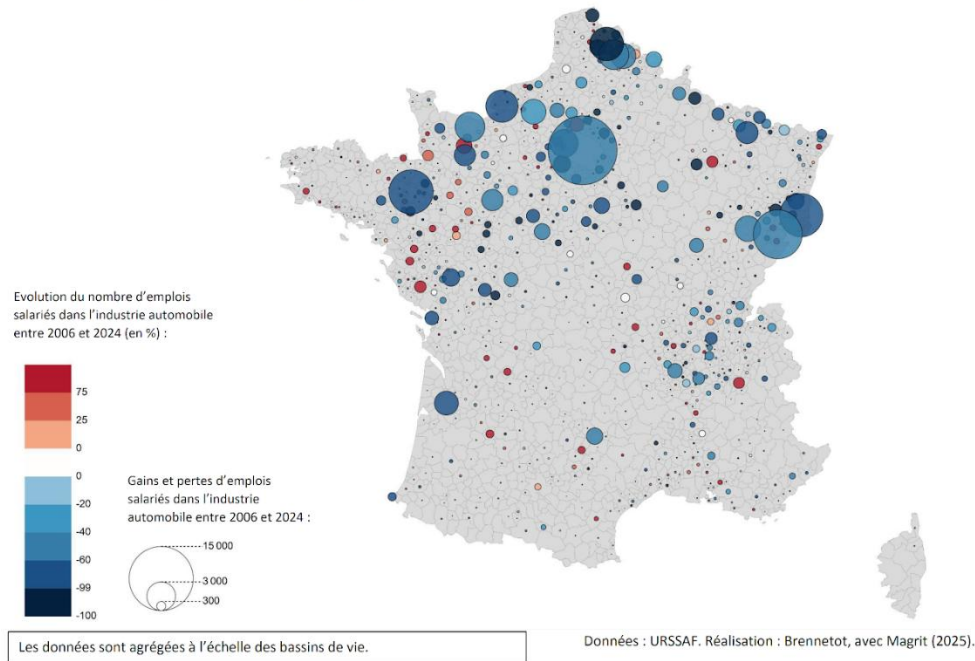
Ce focus sur un type d'industrie donne à voir ce que la base URSSAF permet de constater.

Entre 2006 et 2024, le nombre de salariés dans l'industrie automobile est passé de 290 000 à 169 000, soit une baisse de 121 000 emplois représentant 41,7 % des effectifs.

Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1 Positionnement de la Vallée de la Seine

Bien entendu, l'évolution du nombre d'emplois salariés est un indicateur partiel de l'activité productive et ne préjuge pas nécessairement d'autres dimensions (les quantités consommées (énergies, matières premières, composants), les quantités produites, la FBCF, etc.), pour lesquels il existe rarement des données à l'échelle de l'établissement. Par ailleurs, les données évoquées ici ne tiennent pas compte de la production de batteries électriques.

Gains et pertes d'emplois salariés privés dans l'industrie automobile entre 2006 et 2024

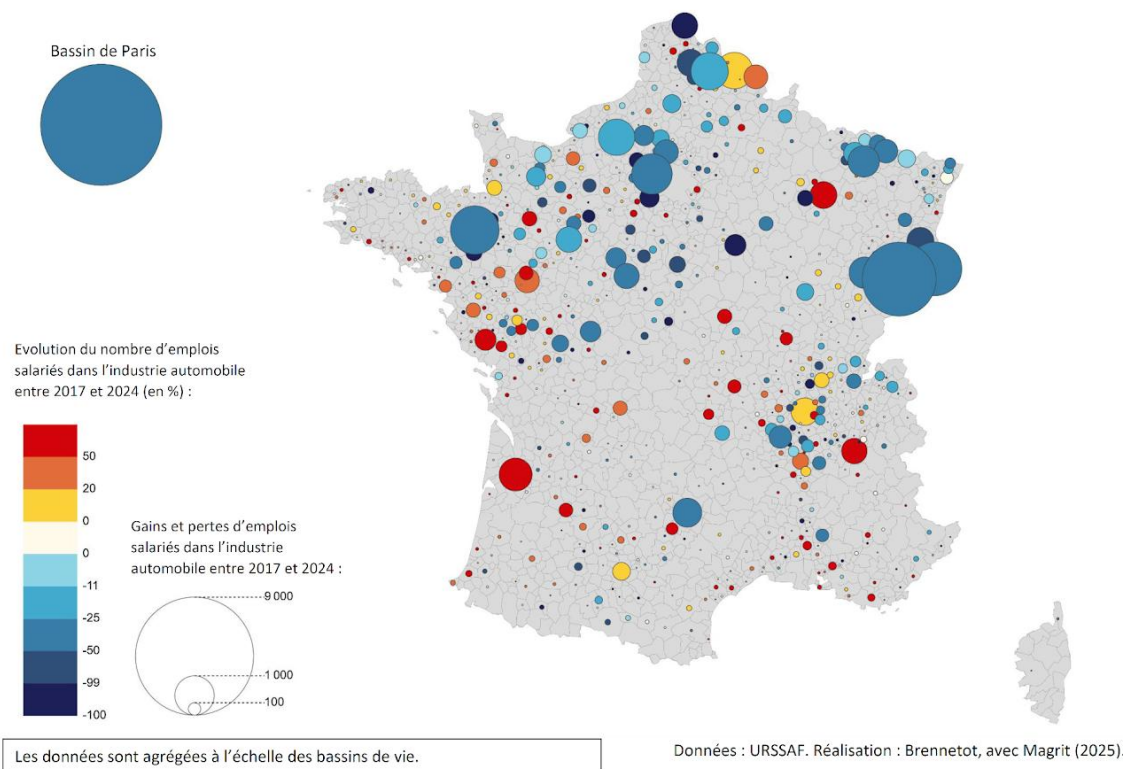


En matière de répartition géographique (carte 1), cette baisse touche la plupart des bastions historiques de l'industrie automobile française : l'agglomération parisienne, les triangles Sochaux-Montbéliard-Vesoul et Caen-Rouen-Le Havre, le Nord et l'agglomération rennaise. La fermeture du site PSA d'Aulnay-sous-Bois en 2014 symbolise la perte d'attractivité des sites français dans le cadre de l'optimisation mondiale des chaînes de production, y compris pour les anciens groupes nationaux. La réduction des effectifs du technicentre de Guyancourt montre que les activités de R&D ne sont pas épargnées. Ces deux cas rappellent en outre que l'Ile-de-France demeure la région ayant perdu le plus d'emplois dans le secteur automobile.

Depuis 2017, date d'amorce d'un rebond modeste de l'emploi industriel en France, l'industrie automobile a perdu 30 000 emplois salariés, soit une baisse de 14,8 % en 8 ans, démontrant que la fragilité du secteur se poursuit (carte 2). Plusieurs bassins historiques continuent à perdre massivement des emplois : l'agglomération parisienne, Sochaux-Montbéliard-Vesoul, les grandes villes normandes, Rennes, Le Mans et la Moselle. Au contraire, résistent beaucoup mieux le Valenciennois (Toyota y étant présent désormais depuis un quart de siècle) et, dans une moindre mesure, la région lyonnaise, la Basse-Loire et la Vendée.

Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1 Positionnement de la Vallée de la Seine

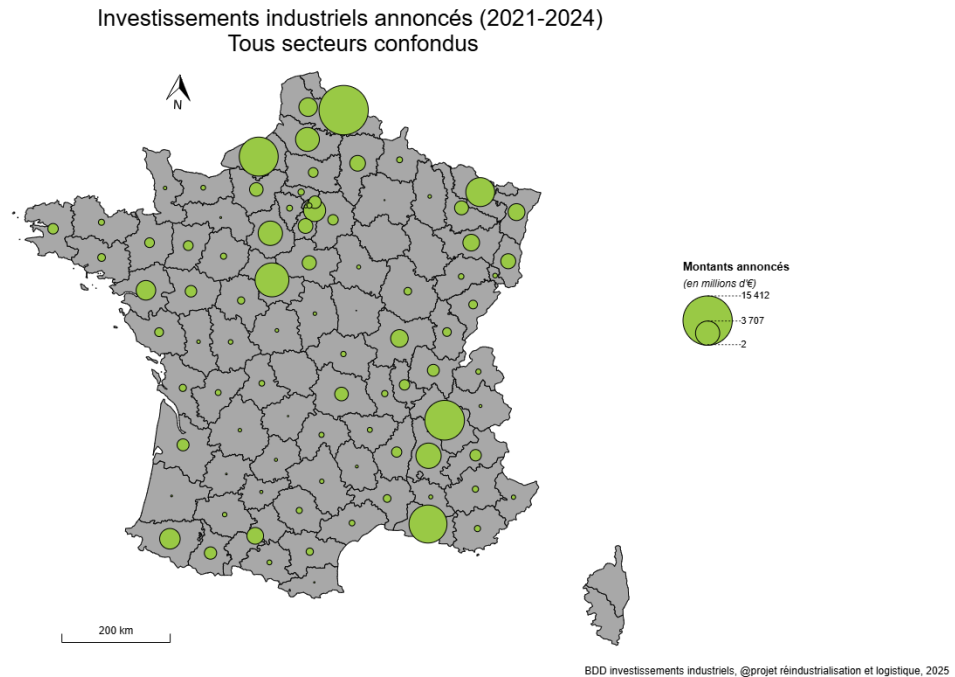
Gains et pertes d'emplois salariés privés dans l'industrie automobile entre 2017 et 2024



4. La Vallée de la Seine dans la géographie des investissements industriels (2021-2024)

Ces données sont issues de la base Investissements Industriels élaborés dans le cadre du projet à partir de l'exploitation de la presse spécialisée. Cette base est encore en construction et il y a encore quelques manques qui sont en cours de traitement (voir rapport méthodologique). Néanmoins, la période 2021-2024 a été vérifiée à 95% et permet de dresser quelques constats.

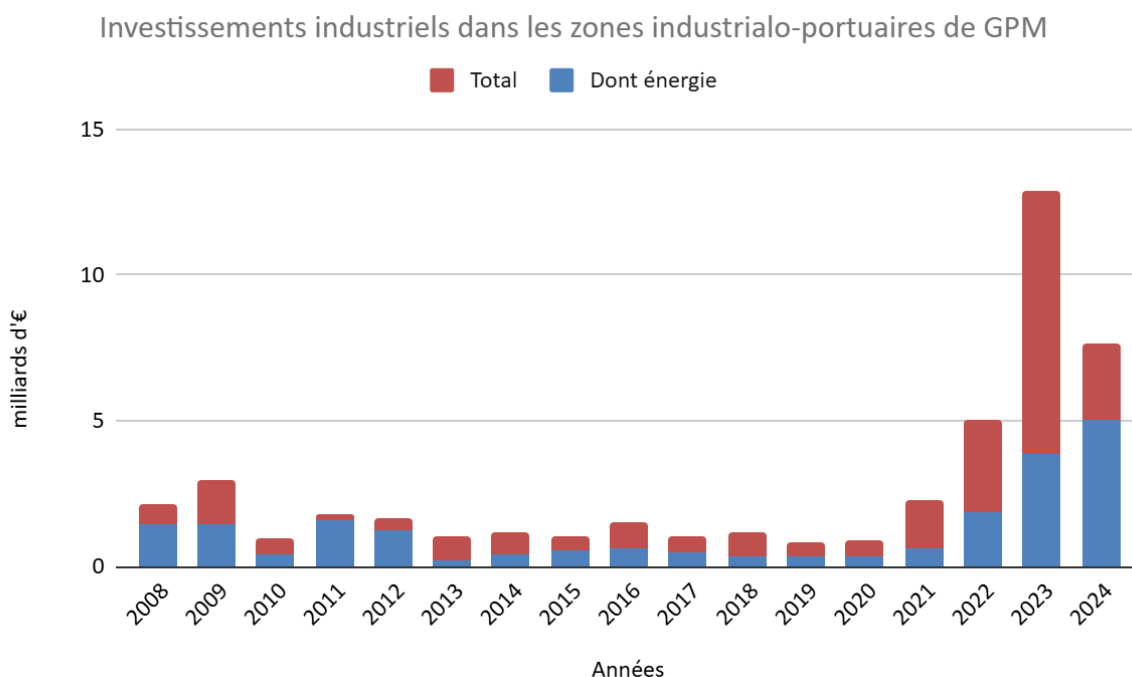
Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1 Positionnement de la Vallée de la Seine



Contrairement aux données basées sur les emplois, la géographie des investissements semble s'appuyer principalement sur les anciens bastions industriels : Bassin parisien, Nord-Est de la France, et couloir rhodanien. Cela est notamment dû à la place qu'occupent les zones industrialo-portuaires dans le processus de réindustrialisation. Entre 2021 et 2024, ils comptent pour 27,5 Mds des investissements annoncés, soit environ 20% des investissements français (137 Mds), malgré la faible part du territoire qu'ils représentent.

Une analyse chronologique révèle un changement majeur à partir de 2021, marqué par une forte augmentation des flux d'investissement dans les ZIP (graphique ci-dessous). La période 2021-2024 représente à elle seule 60 % du total des investissements réalisés dans les ZIP sur l'ensemble de la période 2008-2024.

*Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1
Positionnement de la Vallée de la Seine*



Investissements industriels dans les zones industrialo-portuaires des grands ports maritimes en France.

Trois grands ports maritimes se distinguent par leur capacité à attirer les investissements entre 2008 et 2024 (figure ci-dessous). Haropa Port arrive en tête avec 15,5 milliards d'euros d'investissements, sur les 45 milliards d'euros captés par l'ensemble des ZIP, suivi de Dunkerque (13,5 milliards d'euros) et Marseille-Fos (11,2 milliards d'euros). Cette répartition révèle une géographie de plus en plus polarisée des investissements industriels en France, où un nombre limité de territoires portuaires concentrent l'essentiel des flux de capitaux industriels.

Major Port	Investissements (M€, 2008-2024)	Main Sectors
Haropa Port	15679,9	Energy (41%), Logistics (35%)
Dunkerque	13449,85	Automotive (50%), steel (20%)
Marseille-Fos	11219,24	Energy (74%)
Saint Nazaire	4375,7	Energy (72%), Aeronautics (17%)
Bordeaux	775,3	Energy (41%)

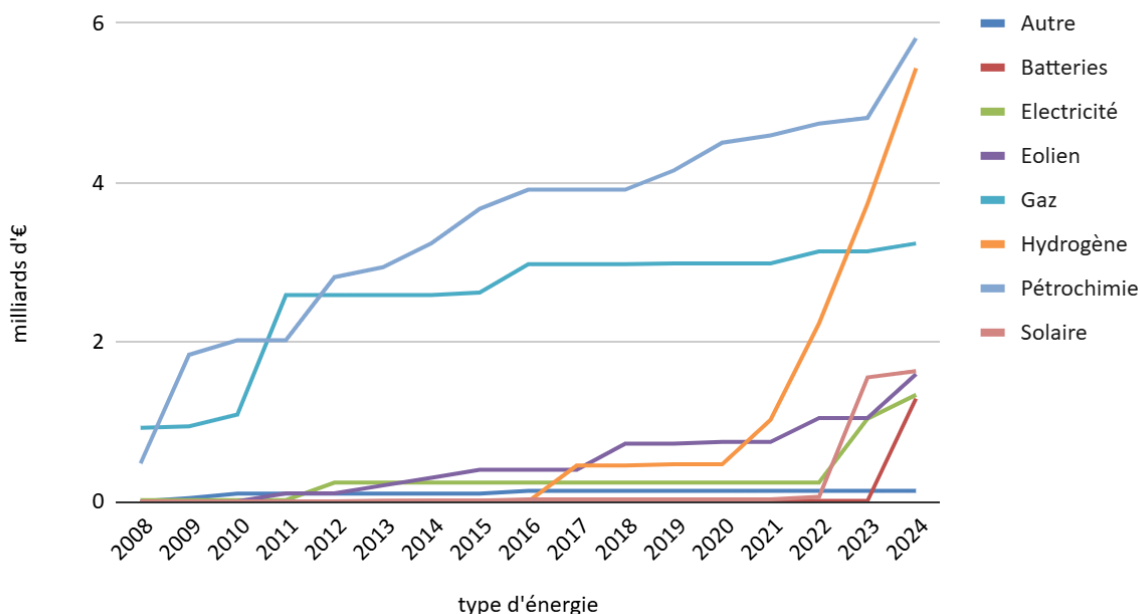
Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1
Positionnement de la Vallée de la Seine

La Rochelle	334	Chemicals (40%)
Total	45833,99	Energy (45%), Automotive (17%), Logistics (14,5%)

Le secteur principal à l'origine de cette dynamique d'investissement est celui de l'énergie, qui représente 45 % du total, avec une spécialisation fonctionnelle émergeant dans certains ports. Haropa Port, Saint-Nazaire et Marseille-Fos se concentrent particulièrement sur les projets liés à l'énergie, tandis que Dunkerque a attiré des investissements principalement dans le secteur automobile (notamment les batteries électriques) et la sidérurgie. Cette différenciation fonctionnelle reflète la capacité des territoires portuaires à développer des stratégies d'attractivité sur mesure, basées sur leurs avantages comparatifs et leur héritage industriel.

Un profond changement dans les choix d'investissement énergétique a également été observé ces dernières années (figure ci-dessous), étroitement lié à la transition énergétique, aux politiques de soutien aux énergies renouvelables et à un contexte géopolitique qui a intensifié les efforts visant à réduire la dépendance vis-à-vis des exportateurs de combustibles fossiles. Jusqu'en 2015, les investissements étaient fortement concentrés dans la pétrochimie et le gaz naturel. Depuis lors, ces secteurs ont connu une relative stagnation : sans être totalement abandonnés, les investissements se sont poursuivis à un rythme plus lent. Parallèlement, le secteur de l'hydrogène a connu une croissance remarquable à partir de 2021. En seulement trois ans, il a attiré des volumes d'investissement comparables à ceux observés dans le secteur pétrochimique sur l'ensemble de la période 2008-2024.

Investissements énergétiques dans les ZIP des GPM



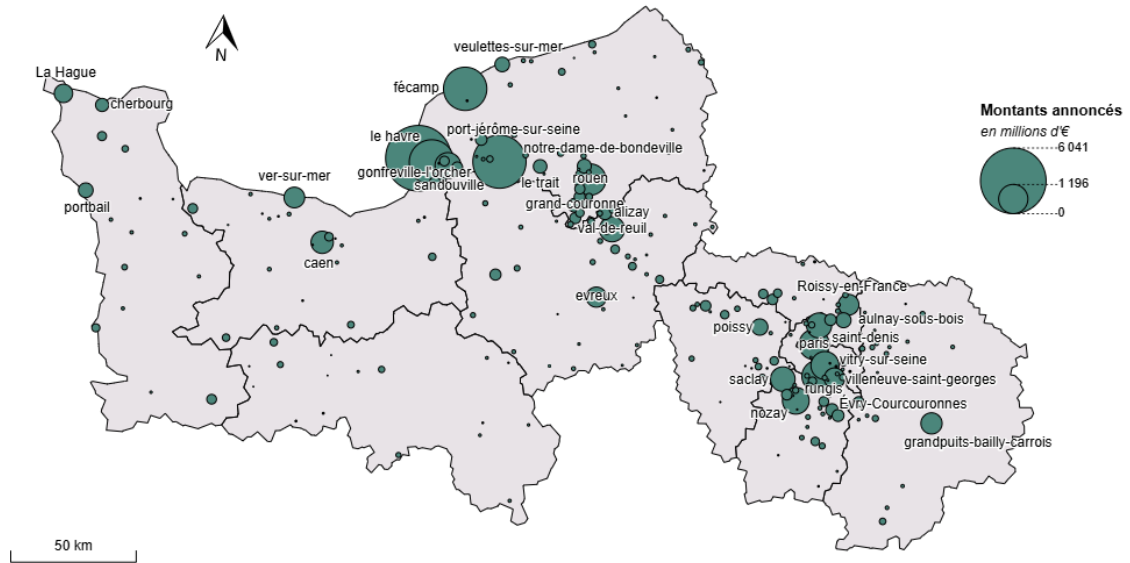
Par conséquent, même si les emplois industriels augmentent peu pour le moment, les investissements de ces dernières années, tout du moins les investissements annoncés, incitent à un certain optimisme concernant la Vallée de la Seine, qui peut s'appuyer sur son GPM pour attirer des investissements. Des interrogations demeurent à ce stade : les investissements annoncés vont-ils se concrétiser à la hauteur des annonces ? comment cela va-t-il se traduire en termes de créations d'emploi ?

A l'échelle de la Vallée de la Seine

A l'échelle de la Vallée de la Seine, la carte ci-dessous révèle d'importants contrastes dans la localisation des investissements entre 2008 et 2024, qui sont concentrés autour de la Vallée de la Seine (côté normand) et autour de l'agglomération parisienne en Ile-de-France, et dans une moindre mesure sur le littoral (haut)-normand. La logique du corridor semble puissante et vecteur d'attractivité. Les autres départements en marge de la Vallée de la Seine (ancienne Basse-Normandie, Seine-et-Marne) mais appartenant au territoire institutionnel de la Vallée de la Seine sont relativement en marge de ces investissements, avec un risque de déprise et d'augmentation des inégalités territoriales au sein des régions. De plus, entre l'agglomération rouennaise et l'agglomération parisienne, à la limite de la Normandie et de l'Ile-de-France, les investissements sont relativement faibles, en dépit de la position géographique favorable.

Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1 Positionnement de la Vallée de la Seine

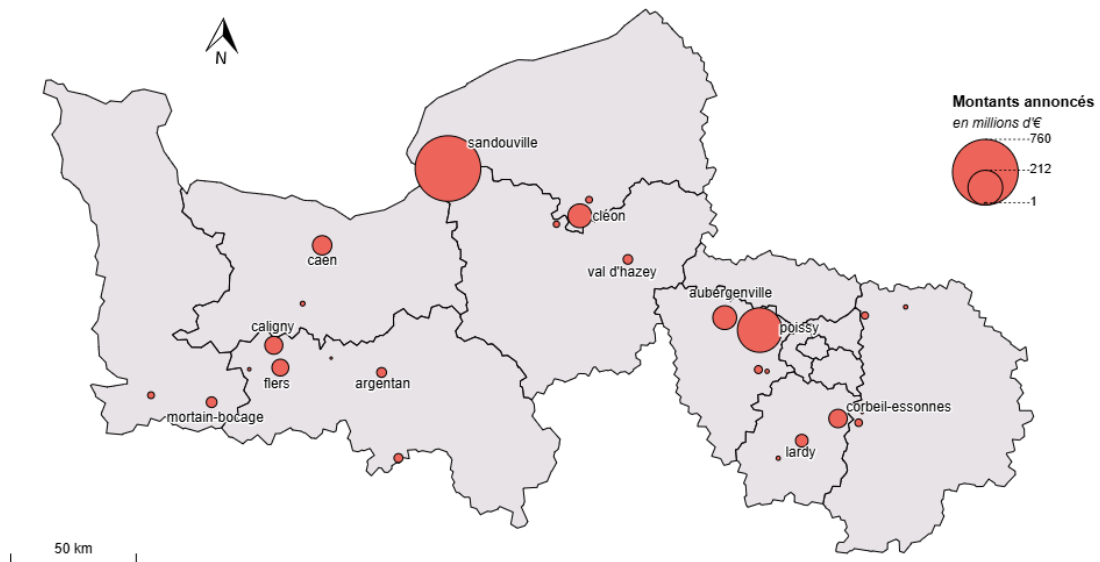
Investissements industriels annoncés (2008-2024) dans la Vallée de la Seine
Tous secteurs confondus



BDD investissements industriels, @projet réindustrialisation et logistique, 2025

Quelques cartes montrent ci-dessous la possibilité de décliner la géographie des investissements dans la Vallée de la Seine à différents secteurs d'activité :

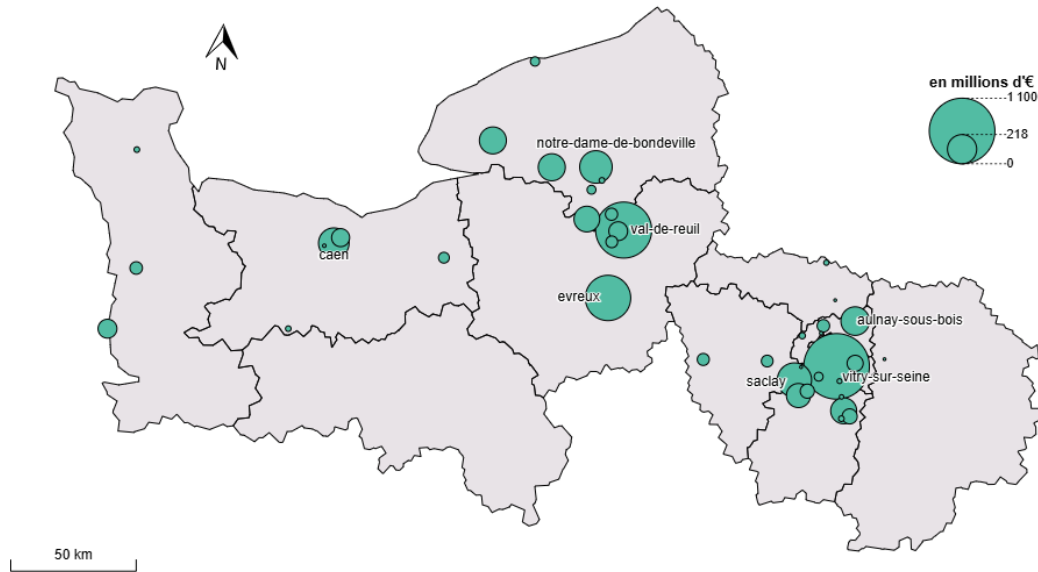
Investissements industriels annoncés (2008-2024) dans la Vallée de la Seine
Automobiles et autres véhicules



BDD investissements industriels, @projet réindustrialisation et logistique, 2025

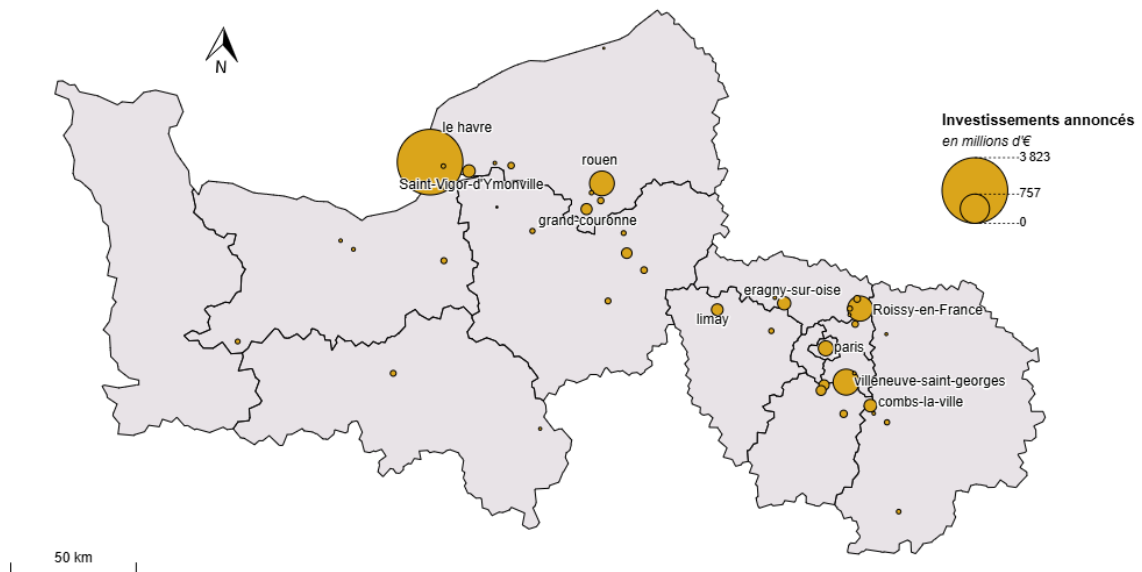
Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1 Positionnement de la Vallée de la Seine

Investissements industriels annoncés (2008-2024) dans la Vallée de la Seine
Pharmaceutique et santé



BDD investissements industriels, @projet réindustrialisation et logistique, 2025

Investissements industriels annoncés (2008-2024) dans la Vallée de la Seine
Logistique et transport



BDD investissements industriels, @projet réindustrialisation et logistique, 2025

Conclusion et suite du travail

L'état des lieux présenté permet d'ores-et-déjà de situer la Vallée de la Seine dans la géographie de la désindustrialisation et de la réindustrialisation.

La Vallée de la Seine a subi et continue de subir la désindustrialisation, comme le montre les données sur l'emploi. Ces données (Urssaf et insee) montrent récemment un

Projet réindustrialisation et logistique – livrables S1
Positionnement de la Vallée de la Seine

infléchissement dans la VDS, avec certains territoires qui regagnent des emplois industriels quand d'autres continuent d'en perdre. Néanmoins, aucun territoire de la VDS ne fait partie des territoires gagnants de la réindustrialisation en France, ces territoires étant davantage situés sur le littoral atlantique ou encore le couloir rhodanien. Les données sur les investissements incitent à l'optimisme, mais il demeure nécessaire de réaliser un suivi des annonces pour voir si les montants engagés se traduisent par des créations d'emplois significatives permettant de compenser les pertes d'emplois dans d'autres secteurs (voir dynamique de l'industrie automobile dans la Vallée de la Seine).

Ce constat gagne toutefois à être affiné dans la suite du projet, par différents moyens :

- Affiner les données URSSAF par secteurs d'activités pour identifier les secteurs dynamiques et en crise dans la Vallée de la Seine
- Intégrer des données sur l'évolution des emplois logistiques pour analyser le couple industrie-logistique
- Croiser les données avec les données SIRENE (INSEE) pour s'intéresser à la dynamique des établissements
- Compléter la base sur les investissements industriels